

Le budget—M. Nielsen

s'opposer aux compagnies pétrolières et avait évité un affrontement avec l'Alberta tout en ajoutant des milliards aux recettes fédérales et en affirmant l'intention du gouvernement de prendre sa part des bénéfices réalisés. Il est probable que le ministre accepterait ce commentaire plutôt favorable, mais jetons un coup d'œil à ce que cela va coûter. Il revendique 24 p. 100 des recettes pétrolières nationales alors qu'il est extrêmement douteux qu'il y ait droit. Les provinces contesteront cette revendication par tous les moyens dont elles disposent, ce qui aggravera la crise qui menace les relations entre Ottawa et tous les autres paliers de gouvernement. Le fait que ces recettes énormes ne doivent même pas servir une politique d'économies et de lutte contre le gaspillage donne encore plus de prise aux critiques.

Rien dans ce budget n'indique que le gouvernement ait l'intention d'adopter une politique logique et stable de réduction des coûts. Bien au contraire. Les dépenses augmentent au lieu de diminuer. Les programmes sont étendus au lieu d'être réduits. Nous entendons les propos creux du ministre des Finances disant qu'il n'entreprendra aucun nouveau programme alors que c'est bien ce qu'il fait. Les députés d'en face parlent même de créer d'autres sociétés de la Couronne pour concurrencer l'entreprise privée dans le secteur pétrolier et pour tenter, par ce moyen, d'arracher aux provinces le contrôle de leurs ressources. Pourquoi le gouvernement cherche-t-il à multiplier ainsi les sociétés de la Couronne? Tout d'abord, parce que leurs dépenses ne sont pas soumises au même contrôle direct que les ministères. Voilà une autre chose que nous avons perdue: la possibilité de surveiller étroitement ces dépenses. Usant de l'artifice des sociétés de la Couronne, le parti libéral a enlevé au Parlement le contrôle direct de vastes branches d'activité dans un certain nombre de domaines essentiels comme le pétrole, les transports et d'autres.

Dans chaque cas, nous avons été témoins du bourgeoinement des fiefs du favoritisme libéral aux dépens des contribuables. Et voilà que ce budget propose un autre organisme de ce genre pour masquer aux yeux des Canadiens—s'ils respirent encore à ce moment—l'application des politiques libérales dans le domaine pétrolier.

Par-dessus tout cela, nous avons dû assister à la mise en scène du ministre qui, pendant les dix jours qui ont précédé la présentation du budget, a lancé des allusions sur la façon dont il comptait s'attaquer aux régimes de pension enregistrés, hausser l'impôt sur le revenu des particuliers, etc. Il manipulait délibérément les médias pour créer un climat de désespoir dans lequel son budget fait d'expédients apparaîtrait comme la bouée de sauvetage lancée à un naufragé. C'était un coup monté qui a admirablement réussi puisque la presse s'est fait avoir grâce aux fuites soigneusement orchestrées par les publicistes libéraux...

● (1700)

Une voix: Ils se sont fait avoir.

M. Nielsen: Oui, royalement!

Pareille manipulation sans scrupule de la part d'un ministre passé maître en la matière constitue peut-être l'aspect le plus sinistre de toute cette manigance.

Au moment où les Canadiens payeront 18c. de plus le gallon d'essence l'an prochain, au moment où les augmentations se multiplieront, au moment où les propriétaires de maisons verront leur facture de chauffage doubler durant les mois d'hiver, à ce moment-là, monsieur l'Orateur, j'espère qu'ils prendront conscience de la duplicité d'un parti politique qui a gagné des élections en promettant sans vergogne qu'il ne ferait pas ce qu'il a justement fait dans ce budget. Au moment où des centaines de camionneurs et transporteurs de toutes sortes, ainsi que ceux qui dépendent du transport, se verront acculer au pied du mur parce que le budget n'a rien prévu pour les aider, ces gens-là également pourront s'interroger sur la moralité d'un parti qui a rompu ses engagements les plus solennels.

Notre budget prévoyait des hausses du prix du pétrole d'une façon modérée et réaliste. Il est loisible à quiconque de comparer nos propositions avec les mesures draconiennes qu'on nous a proposées l'autre soir.

Une voix: Lisez le *Star* de Toronto.

M. Nielsen: Le *Star*? Ce bastion du journalisme objectif et intégral a fait la comparaison hier soir.

Une voix: Et le *Sun*?

M. Nielsen: J'invite les députés d'en face à faire la comparaison eux-mêmes. Je n'ai pas le temps de le faire pour l'instant.

Une voix: Demandez à Blakeney ou à Turner.

M. Nielsen: Parlez à votre premier ministre de la déclaration qu'il a faite le 21 janvier dernier.

Notre budget prévoyait des mesures compensatoires. Nous avons mis la pédale douce pour les propriétaires de maisons et les petites entreprises. Le ministre n'a retenu que les aspects négatifs délaissant les côtés avantageux que nous avions recommandés et qui rendaient les autres possibles et acceptables.

Bien entendu, il n'y a rien d'inusité à ce que le parti libéral dénigre les idées d'un autre parti et les adopte ensuite en toute hâte sans comprendre les principes sur lesquels ces idées s'appuient—le NPD connaît bien ce comportement puisqu'il l'endure depuis des années.

Notre exposé budgétaire contenait des mesures équilibrées et raisonnables. Celui que nous étudions maintenant contient un grand nombre des mêmes mesures, mais pas les autres propositions nécessaires pour équilibrer et contrebalancer les premières. Autrement dit, cet exposé budgétaire reflète un déséquilibre et un parti pris financiers et ne vise que des fins politiques. C'est ce que le gouvernement demande aux Canadiens d'accepter et, comme le projet constitutionnel, l'exposé budgétaire montre le libéralisme sous son vrai jour.

Le projet constitutionnel du gouvernement emprisonne les provinces dans un carcan. Le budget emprisonne la petite entreprise et le travailleur dans le même carcan. Tout ce que les électeurs peuvent faire, c'est de profiter des prochaines élections, qui ne peuvent pas arriver trop vite, pour emprisonner le parti libéral dans un carcan dont il ne se libérera pas de sitôt.